



cerises

la coopérative

Ça peut servir !

[L'observatoire](#) des inégalités nous apprend que 47,1% du patrimoine brut en France est détenu par les 10% les plus riches. C'est 6 points de plus qu'en 2010. Principales victimes : les couches moyennes.

[Le rapport annuel sur la détention administrative](#) reste un document de référence, n'en déplaise à Retailleau.

[Les rapports d'activité sur les centres de rétention](#) de la CIMADE sont un complément utile.

[41,5 millions de travailleurs européens n'ont pas les moyens de partir une semaine en vacances.](#) Cela représente 15 % des travailleurs dans l'UE en 2023. Ces chiffres, publiés début juillet par l'Institut syndical européen, sont en hausse de 2,6 % par rapport à l'année précédente.

Agenda militant

9 octobre

Le Cinéclub' Cnam, annonce la projection de «The Navigators» de Ken Loach, suivie d'une interview exceptionnelle de Ken Loach par le comité du cinéclub. RDV le jeudi 9 octobre à 18h sur Zoom ! Merci de vous inscrire [ici](#) afin de recevoir le lien Zoom et les modalités de la séance.

11 octobre

[Le Mouvement associatif](#) lance l'alerte et appel à une mobilisation sans précédent le 11 octobre prochain : c'est l'avenir de millions de personnes, c'est la dignité de celles et ceux qui se battent chaque jour pour les autres, qui est en jeu.

[Manifestation internationaliste et féministe](#) le **11 octobre 2025** à l'appel du collectif Grève féministe !
44 rue de Dr Finlay, Paris 15^e, Métro Duplex.

13 octobre

Le Collectif Sangs Mêlés vous invite à un Condensé de ses spectacles Pour l'égalité Femmes-Hommes
Lundi 13 octobre 2025, 14h30 (durée 50', suivi d'une discussion) à la Maison des Associations
Grande Salle à Nanterre.

Et maintenant...

Le coup d'état permanent, avec 49/3 à répétition et gouvernements à l'identique, exprime la difficulté du pouvoir à sortir d'une contradiction majeure : ou bien privilégier les intérêts des détenteurs de capitaux ou bien répondre aux besoins du pays et aux aspirations des citoyens, notamment des jeunes.

Contrairement à leurs protestations de ces derniers jours, les capitalistes peinant à assurer un rythme d'accumulation croissant ne peuvent se développer qu'en abandonnant toute contribution aux biens communs et en pillant les fonds publics destinés aux travailleurs et au pays. Les gouvernements successifs sont incapables de dégager la moindre solution politique, le moindre « compromis » réel, au grand dam des socialistes. Ce faisant, le pouvoir et les institutions perdent leur crédibilité.

Pour la première fois depuis longtemps, les manifestants mettent en cause directement la responsabilité conjointe du capitalisme et des gouvernements successifs. Ils ne s'arrêtent pas à réclamer des concessions, ils proposent des solutions potentiellement transformatrices : « Taxer les riches » est au cœur de toutes les revendications au-delà de leurs diversités. « *Nous ne voulons pas de petits aménagements mais une politique de rupture* » déclarent des syndicalistes. Tout semble montrer qu'au-delà de participation et de formes d'action différentes, **nous sommes face à une véritable dynamique politique en formation.**

Pour être réellement transformatrice, la revendication de justice fiscale qui irrigue le mouvement doit être connectée à l'exigence que la richesse produite par le travail n'aille plus enrichir les actionnaires et gonfler les marchés financiers, mais soit investie dans les services publics, la transition écologique et la réorganisation de l'économie en fonction des besoins réels. Les partis de gauche restent en deçà de ces nécessités.

L'autre enseignement du mouvement, c'est que depuis Nuit Debout et les Gilets jaunes, les citoyens commencent à penser qu'ils sont les mieux placés pour agir et élaborer des solutions. Ils n'attendent plus les directives. Là encore, la gauche est en deçà. **Le moment n'est-il pas venu de s'engager dans la construction d'alternatives concrètes, en évaluant collectivement les besoins et les moyens à mettre en œuvre, commune par commune, entreprise par entreprise, les transformant en lieux d'émancipation, de pouvoir-agir et de vivre ensemble autrement ?**

● Catherine Bottin-Destom
Josiane Zarka

Palestine. Affaire du monde

Une chose est le grand affaiblissement du droit international et la fin du multilatéralisme, même si l'assemblée générale de l'ONU a enregistré la reconnaissance de l'État de Palestine par une dizaine de pays. Cette reconnaissance a quand-même 70 ans de retard et ne règle rien du génocide perpétré à Gaza. **Autre chose sont les mobilisations qui soutiennent la Palestine à travers le monde.**

En Grande-Bretagne, des manifestations massives s'expriment depuis octobre 2023. La question palestinienne est un des grands sujets d'actualité, y compris dans les rangs travaillistes. Aux USA même, le soutien à la cause palestinienne affronte un « lobby » sioniste puissant, divisant universités (où la gauche est très présente), syndicats et milieux culturels.

L'Espagne a montré la force de son soutien encore récemment. L'arrêt de la Vuelta (Tour d'Espagne), obligeant à déplacer son podium final pour cause de manifestation de soutien à la Palestine et de dénonciation du génocide dans les derniers kilomètres a fait la Une. Le soutien du premier ministre Sanchez a été remarqué. Il s'ajoute à la mobilisation des catalan·e·s pour le départ d'une flottille pour Gaza et plusieurs mobilisations ouvrières, à l'instar des dockers génois. Sans doute l'engagement du gouvernement espagnol est-il l'un des plus notables et des plus soutenus. La profondeur du soutien dans la population n'y est sans doute pas pour rien ! De longue date les peuples d'Espagne ont montré leur mobilisation pour la cause palestinienne. Ainsi à Barcelone, comme dans d'autres villes, drapeaux palestiniens et inscriptions ont fleuri les rues.

Du côté du Moyen-Orient, la situation est plus contrastée et ce depuis longtemps. Les régimes arabes sont bien trop préoccupés de leur pouvoir, plus ou moins légitime, pour « affronter » la question. Ils ont depuis des lustres choisi les affaires et les accords avec les USA, Iran et Pakistan exceptés, limitant dès lors leur marge de manœuvre politico-militaire. Quant à la solidarité des dominants, arabes ou yankees, elle se vérifie ici. L'équipe du Qatar côtoie sans souci celle d'Israël dans les courses cyclistes...

La Nakba, depuis 1948, a produit une série de contradictions régionales que la faiblesse d'un mouvement progressiste d'émancipation populaire ne permet pas de dépasser. Au Liban, la concurrence des palestinien·ne·s avec les libanais reste un souci, aggravé depuis l'été 1982. Les incursions de l'armée israélienne ne sont pas vécues par tout le monde comme des exactions brisant la souveraineté du Liban. L'Égypte a une peur avérée de voir arriver un ou deux millions de palestinien·ne·s exilé·e·s de Gaza.

La proposition américano-israélienne de déporter le peuple palestinien n'a pas reçu un grand soutien, et même l'hypothèse soudanaise ne rencontre pas un grand enthousiasme.

Si Trump est sans doute un peu piégé par Netanyahu, ce duo infernal n'en demeure pas moins un protagoniste fasciste considérant les « bédouins » de Palestine comme des non-êtres.

Le recours à de nombreuses immigrations (indienne, asiatique, africaine ...) taillables et expulsables à merci est utilisé comme un élément de division sur lequel jouent les pouvoirs en place. Les pratiques autoritaires en vigueur n'aident pas à une mobilisation progressiste. La radicalisation d'Israël provoquera-t-elle une dynamique nouvelle ? Un renforcement des mobilisations de soutien en Europe, en Amériques, ou en Afrique (du Sud, au Maroc ou en Algérie) fera-t-elle évoluer ce rapport de forces ? Espérons-le. Et saluons les flottilles pour Gaza, les refus de charger des armes pour Israël et autres signes concrets. C'est juste un honneur d'humanité qui se joue en/pour la Palestine.

● **PATRICK VASSALLO**

Le feu népalais

C'est l'interdiction des réseaux sociaux qui a provoqué l'explosion sociale. Ces réseaux sociaux sont indispensables pour de très nombreux népalais et népalaises qui ont émigré (7,5 % de la population) afin que l'argent envoyé par les expatrié.e.s puisse parvenir aux familles restées au pays. La révolte contre ce bannissement des réseaux sociaux s'est rapidement élargie pour devenir un mouvement contre des politicien-ne.s corrompu-es, tenus pour responsables de l'absence de perspectives pour la jeunesse.

Le 8 septembre, la répression avec 19 morts (dont des écoliers et écolières se rendant en classe) n'a pas éteint l'incendie. Le palais présidentiel, les résidences de personnalités, le Parlement, les sièges de la Haute Cour et de la Cour suprême sont partis en flammes. Ce pays de 30 millions d'habitant.e.s. est gouverné par un « communiste » autoproclamé, K.P. Sharma Oli du Parti communiste du Népal (Marxiste-Léniniste unifié). La levée de l'interdiction des réseaux sociaux et la démission du premier ministre maoïste Oli n'ont pas suffi. Un jeune Népalais, qui a perdu son frère lors de récentes manifestations explique que la lutte de la génération Z « ne fait que commencer » après que leur mouvement a déjà renversé le gouvernement.

« Ces vidéos [montrant les enfants de la classe aisée du Népal vivant dans le luxe] ont changé quelque chose en nous. Ce fut un moment d'éveil. Nous étions en colère contre le système qui a encouragé les inégalités pendant des décennies » ajoute-t-il. **Cette flambée, qui rappelle les mouvements en cours (comme en Serbie ?), s'inscrit dans une vague plus large qui touche les Philippines et l'Indonésie où la jeunesse se révolte contre la corruption et le népotisme.** 50 000 Philippin-nes ont manifesté récemment contre un scandale de corruption. Au Népal et en Indonésie, les jeunes manifestant-es brandissent le même drapeau du manga *One Piece* : un drapeau noir, avec un crâne souriant, coiffé d'un chapeau de paille avec un bandeau rouge.



Un imaginaire commun de lutte.

● PATRICK LE TRÉHONDAT



États-Unis : la mise au pas

En juin dernier, lors de l'assassinat de Melissa Hortman, élue démocrate à la Chambre des représentants, et de son mari, un silence assourdissant avait saisi la Maison-Blanche, ponctué de regrets furtifs. L'assassinat de Charlie Kirk, le leader de l'organisation de jeunesse d'extrême droite Turning Point USA, le 10 septembre dernier, a au contraire déclenché la fureur trumpiste qui s'est abattue sur les États-Unis, sous forme de prétexte pour accélérer la mise au pas du pays. « Nous devons faire taire ces militant-es de gauche lunatiques. Une fois pour toutes. La gauche est une menace pour la sécurité nationale » devait alors déclarer le président. Pour Dan La Botz, militant de gauche américain, « Nous, socialistes, avons toujours rejeté les actes de terrorisme individuels, tels que les assassinats. Premièrement, les mouvements réactionnaires ne sont pas susceptibles d'être arrêtés par le meurtre d'une seule personne. Au contraire, le meurtre d'un leader charismatique et populaire comme Kirk va créer un martyr autour duquel les gens de droite s'organiseront. »

Une des premières victimes de la virulente campagne déclenchée par les trumpistes a été la liberté de la presse. Des journaux sont poursuivis devant la justice, y compris le vénérable *Wall Street Journal*. De populaires présentateurs de télévision, s'étant permis quelques blagues sur Trump, sont licenciés. Trump suggère désormais que tout média audiovisuel qui le critique devrait perdre sa licence. « Nous, à gauche, sommes en danger. Plusieurs personnalités de droite appellent désormais à la guerre civile. Nous devons être vigilant-es et nous organiser pour défendre nos organisations et nos droits » s'alarme Dan La Botz. Cependant tant à l'échelle internationale qu'aux États-Unis, la résistance peine à s'organiser.

● PATRICK LE TRÉHONDAT



UN MOUVEMENT TRÈS POLITIQUE ?

Les observations faites par *Cerises* à propos du mouvement en cours semblent montrer qu'au-delà de la diversité des participant-e-s et des formes d'action, nous sommes face à une véritable dynamique politique en formation. Le grand patronat ne s'y trompe pas qui est contraint de rentrer dans l'arène. Mais l'essai doit être transformé. Comment le mouvement parvient-il à élaborer et à mettre en œuvre les transformations souhaitables ?

Comme le dit Simon Duteil, ex-porte-parole de Solidaires dans *Cerises-la coopérative* : « Un mouvement social... c'est une construction, un peu comme des Lego ; pour créer une dynamique il faut convaincre, entraîner, additionner, élargir. ».

Cerises souhaite prendre sa part dans cette construction notamment en contribuant à alimenter les débats sur les grands enjeux du moment :
L'épée de Damoclès de la dette publique : mythe ou réalité ?

Impôts : Comment rétablir la justice fiscale et le service de l'intérêt général ?

Comment faire pour que la richesse produite par le travail et nos impôts soit investie dans les besoins réels, les services publics, la transition écologique et la réorganisation de l'économie ?

Comment les citoyens peuvent-ils devenir autonomes en politique ?



©Ceriseslacooperative

UNE DYNAMIQUE À CONFORTER

Pierre Zarka invite à réfléchir sur la distinction, pour lui artificielle, entre mouvement social et politique. Il expose comment selon lui, en partant des caractéristiques nouvelles du mouvement, il est possible de dépasser ses limites actuelles pour aller vers les transformations souhaitables.

Aurélien Boudon propose de dépasser la crainte d'une partie du mouvement social de trop se mêler de politique. Il propose au contraire de faire de la politique, mais par en bas : sous le contrôle des travailleurs et travailleuses et surtout avec eux.

Simon Duteil pense qu'une des limites principales du mouvement des retraites de 2023 était la faiblesse de l'auto-organisation. Il propose d'y réfléchir pour aller de l'avant, redynamiser et réinventer l'auto-organisation en lien avec les réalités actuelles du salariat.

Raphael Pradeau porte-parole d'ATTAC considère que l'épée de Damoclès de la dette publique est un mythe. Il répond à trois questions posées par *Cerises*.

Pour **Sandra Demarcq** s'interroger sur l'impôt, c'est se demander à quoi il sert, qui paie quoi et comment nous décidons et contrôlons ? C'est, en un mot, s'interroger sur la société que nous voulons et que nous portons.

« C'est à nous d'écrire le budget ». **Sylvie Larue** raconte comment L'AG « Bloquons tout » d'Ille et Vilaine a validé le principe de démocratie directe. Concrètement pour le budget de l'éducation il s'agit de partir des besoins pour définir l'enveloppe nécessaire dans chaque école, chaque collège, chaque lycée, et de faire remonter à l'échelle des départements, des régions et à l'échelle nationale.

Françoise Nay présente *Le Tour de France pour la Santé*, un espace unitaire qui réunit syndicats, associations, usagers-es, mutuelles, forces politiques pour défendre et développer la Sécurité Sociale comme choix de société solidaire, égalitaire et émancipateur.

Bernard Friot montre que si la sécurité sociale a pu réaliser tant d'avancées, c'est que ses principes participent d'une dynamique communiste de sortie du capitalisme et d'une maîtrise citoyenne. Mais la mise en échec partielle de ces acquis suppose d'envisager de manière nouvelle la généralisation de la sécurité sociale à d'autres domaines (alimentation, logement...). Cette actualisation fera l'objet d'un prochain article dans *Cerises*.

● L'équipe de rédaction



© CeriseslaCooperative

CE N'EST QU'UN DÉBUT...

Le 10 septembre, les mobilisations qui suivent jettent une lumière nouvelle sur la situation.

Qui a engendré le 10 ? Les invisibles. Comme hier les Gilets Jaunes. Monsieur et Madame Tout Le Monde sont organisateurs et font l'actualité. Donc entrée libre. Les syndicats embrayent. Le caractère large du rassemblement populaire favorisant l'unité syndicale.

Tous dénoncent les vrais parasites : les capitalistes, les marchés financiers, les dividendes distribués aux actionnaires, ceux qui pillent les richesses du travail et ne contribuent pas aux biens communs. La lutte des classes s'actualise d'autant que grandit chez les salarié/es la conscience de leur apport à la société. On ne supporte plus de dépendre de décisions autoritaires. Les tenants du système s'inquiètent. La crise politique s'approfondit. Le PS découvre qu'il faudrait taxer les grosses fortunes alors qu'il ne l'a pas fait lorsqu'il en avait le pouvoir. Le RN clame la défense des petits mais épargne les capitalistes. Mélenchon multiplie les rodomontades et divise. La demande de la taxe Zucman témoigne de la brèche ouverte par l'exigence du par-

tage des richesses mais en reste à un côté replâtrage. Mais la brèche est là. Et que fait-on avec une brèche ?

Les mouvements touchent à l'édifice de la société, bousculent ses structures, voilà qui est une définition de la politique. Lorsque les femmes réclament une égalité salariale, ce n'est pas qu'un mouvement social, c'est une exigence existentielle qui interroge les fondements de la société. Et les migrants ? Et les chômeurs ? Des pans entiers de la société remettent en cause ses fondements. Dans une lutte comme celle de la retraite, s'agit-il d'un conflit entre forces opposées ou entre conceptions de la société opposées ?

On voit combien la distinction social/ politique est une amputation qui relègue le mouvement populaire au guichet des réclamations et laisse la construction des réponses aux élites chargées de penser et de décider à notre place.

Il y a une double frontière à franchir : passer de la protestation à l'élaboration d'objectifs transformateurs et s'auto-considérer comme force décisive pour faire passer ses objectifs dans la réalité et dans la loi sans se mettre en situation d'attente à l'égard des formations politiques. « A la rue d'écrire le budget » dit la CGT. Sans attendre le débat budgétaire « là-haut » au Parlement, nous pouvons exiger que les fruits du travail reviennent au monde du travail, à ses besoins, à toute la société. Ponctionner les

La lutte des classes s'actualise.

dividendes des gros actionnaires créés par le travail et récupérer les 270 Milliards de nos impôts offerts aux grosses entreprises. Ce faisant, je finis par réaliser moi, si souvent méprisé, que je deviens la force décisive.

Pour nous, « simples gens », il n'y a d'émancipation politique qu'en s'affranchissant de toute médiation institutionnelle. Il ne s'agit pas de rêver mais d'explorer l'inconnu et d'inventer car il y a une chose que les capitalistes peuvent entendre : c'est la peur de tout perdre. On perçoit déjà leur inquiétude dans les médias.

Le blocage du système par tous les bouts est une arme qui peut devenir redoutable. Occuper la rue, un lieu ou une entreprise : pour protester ou pour en faire un lieu de pouvoir ? Ce n'est pas le même agir. Ici le mot pouvoir est d'abord un verbe : Pouvoir imposer. Ainsi le mouvement populaire devient la condensation des multiples mobilisations.

Il en sort une dynamique dégagée de la temporalité électorale, transformant les manières d'agir car transformant les manières de penser et de se penser soi-même. Les mouvements féministes ou ceux des banlieues en font la démonstration : Je suis libéré/e en m'engageant avant même d'avoir gagné, et là j'existe pour ce que je suis réellement.

● Pierre Zarka

L'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), déjà peu élevé, a été remplacé par un minuscule impôt sur le patrimoine non professionnel, qui bénéficie d'encore plus d'exonérations que l'ISF et dont les taux sont encore plus faibles ; pour bien se rendre compte, il rapporte 10 fois moins que les taxes foncières (2,7 milliards contre 26).

Selon des révélations du Canard Enchaîné reprises par Gabriel Zucman, le taux d'imposition effectif de Bernard Arnault s'élèverait à moins de 14% sur ses revenus totaux annuels, estimés à 1,3 milliard d'euros. Ce taux de 14% correspond à celui appliqué à un couple sans enfant gagnant 150 000 € par an.

● CGT Finances publiques



ON SE BAT, ON DÉCIDE : ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET AUTO-ORGANISATION DES LUTTES

La question de la démocratie au travail et du pouvoir de décision des travailleuses et des travailleurs est centrale dans l'histoire du mouvement ouvrier. La construction d'un horizon d'attente de mieux être et de contrôle au/sur notre travail s'est développée en parallèle de la perte de ce pouvoir et du renforcement du salariat et des liens de subordination. Cela a mené au développement de la réflexion autogestionnaire qui repositionne les travailleuses et travailleurs comme actrices et acteurs centraux au détriment du pouvoir sur nos vies et sociétés accaparé par le capital et les capitalistes. Mais cet objectif, qu'on peut retrouver dans le fameux "on travaille, on vend, on se paie" des Lip, s'appuie sur une pratique : l'auto-organisation des luttes.

La question de la démocratie dans la mobilisation sociale est centrale : elle est ce qui permet la construction de l'émancipation en repositionnant les travailleuses et travailleurs comme décisionnaires de la façon de mener leur lutte et non comme simples sujets obéissants à des "directions" plus ou moins éclairées. Cet affrontement programmatique entre centralisme pyramidale et base aux pratiques horizontales n'est pas neuf : est-ce que les décisions se construisent de la base au sommet ou au contraire s'imposent-elles d'en haut, parfois avec une bureaucratie qui a ses propres intérêts qui s'éloignent de la lutte. Le mouvement social est traversé par ces débats depuis longtemps, parfois de façon extrêmement caricaturale, qui plus est en calquant des modèles périmés de la deuxième moitié du XXe siècle sur la réalité sociale du moment.

De collectifs en coordinations, d'exclusions syndicales en développement de nouveaux outils, la question est toujours vivante dans les mobilisations sociales. Mais semble en difficulté.

Ainsi en 2023 l'auto-organisation dans la lutte des retraites a été faible. Or sans auto-organisation, sans démocratie à la base, l'énergie, les capacités et l'inventivité de la mobilisation sont moindres. Surtout, dans un cercle vicieux, les chances de gagner s'éloignent en même temps que l'impossibilité d'augmenter le rapport de force.

Quels ont été les écueils de 2023 ? De quoi l'absence de présence dans les AG est-elle le nom ? Sans prétention d'être exhaustif, ni de rentrer dans les détails, citons en quelques-uns pour comprendre les difficultés actuelles :

- Le recul de la proposition même de la forme assemblée générale par une partie des forces syndicales, que ce soit par oubli, désintérêt ou affaiblissement de l'implantation syndicale ;
- Le phagocytage d'une partie de ces assemblées, en particulier en région parisienne, par des groupes politiques qui n'y voient que le moyen de faire passer leur position d'organisation en propre, comme par exemple avec Révolution permanente ou des groupes maoïstes ;
- Le sentiment que le rythme proposé par l'intersyndicale interprofessionnelle nationale est suffisant et qu'il n'y a pas besoin / envie / capacité de la déborder pour aller plus loin ;
- La multiplication des boucles de grévistes / de mobilisations sur les messageries instantanées (Whatsapp, Telegram, Signal) qui donne le sentiment d'avoir donné son avis ou écouter des positions dans une agora virtuelle et donc de ne pas avoir besoin de se déplacer dans le monde réel ;
- Le plafond de verre mental de la possibilité de victoire : penser qu'il est juste de se mobiliser mais qu'on ne va pas gagner face

à un pouvoir économique et politique déterminé. Ainsi dans une mobilisation extrêmement forte sur les grosses dates et largement soutenue dans l'opinion sortaient des sondages défaitistes sur la capacité de gagner...

Cette impossibilité de 2023 doit être réfléchie pour pouvoir aller de l'avant, redynamiser et réinventer l'auto-organisation en lien avec la réalité du salariat.

Non pas pour reproduire des mobilisations du passé fétichisées, mais pour reconstruire une capacité d'action de notre classe sociale, capable d'enchaîner les victoires, de redonner confiance et des perspectives. Dans la période nous avons d'autant plus besoin d'un syndicalisme fort que les partis politiques de gauche englués dans les enjeux d'appareils et de pouvoirs semblent en incapacité d'être une solution face au fascisme. Le premier débouché politique d'une lutte, c'est bien la victoire de cette lutte.

● Simon Duteil

Ex co-délégué général de l'Union syndicale Solidaires de 2020 à 2024

350 milliards de recettes en 2025 pour l'État

Dont :

- TVA 100 milliards (particuliers)
- Impôt sur le revenu 95 milliards (particuliers)
- Impôt sur les sociétés 53 milliards (société)
- Autres taxes 100 milliards (particuliers et société)

Conclusion : les recettes fiscales sont alimentées à plus de 75 % par les particuliers

● CGT Finances publiques



A PROPOS DE LA DETTE

Les Français et le pays vivent-ils au-dessus de leurs moyens ?

Il est indéniable que la dette publique a augmenté ces dernières années, mais cela signifie-t-il que nous vivons au-dessus de nos moyens ? Selon les libéraux, le dérapage des finances publiques s'explique par la dérive des dépenses publiques. François Bayrou a ainsi déclaré que « nous sommes devenus accros à la dépense publique ». Or, la hausse de la dette publique ces dernières années ne peut pas s'expliquer par une hausse des dépenses publiques, puisque celles-ci sont stables ! Selon l'INSEE, entre 2017 et 2024, elles sont en effet passées de 57,7% du PIB à 57,3% du PIB.

Qui paie la TVA ?

Tout le monde paie au moins la TVA, impôt dont on a vu qu'il est celui qui rapporte le plus, même un enfant s'achetant un bonbon, un sans-abri ou un réfugié sans papier s'achetant un repas. Et comme c'est un impôt injuste car indépendant des revenus du consommateur, les personnes les moins riches dépensant la plus grande partie de leurs revenus (sans possibilité d'épargner) sont donc celles qui paient proportionnellement le plus la TVA...

Donc ce n'est pas seulement Nicolas qui paie, comme voudrait nous le faire croire l'extrême droite, mais aussi Fawzia, Aminata et Lucien !

Il est donc faux de dire que certaines personnes ne paient pas d'impôt ; si elles peuvent ne pas payer d'impôt sur le revenu, elles contribuent très largement au budget de l'État par la TVA.

● **CGT Finances publiques**

Tout le discours des libéraux consiste à recycler le « There is no alternative » de Margaret Thatcher. Ce serait soit un budget injuste qui affaiblirait encore davantage les services publics et la protection sociale tout en précarisant davantage les plus précaires (doublement des franchises médicales, gel des prestations sociales, énième réforme de l'assurance-chômage, suppression de 3000 postes de fonctionnaires...) soit la catastrophe.

Pour faire accepter cela, il est nécessaire de nous culpabiliser et nous effrayer. Cela fait donc des mois que les macro-nistes préparent l'opinion à une cure d'austérité sans précédent en tenant ce discours d'un État vivant au-dessus de ses moyens.

Ils sont même allés jusqu'à agiter la menace d'une intervention imminente du FMI pour faire accepter leur budget massivement rejeté par la population.

Rappelons qu'en face de la dette publique, il y a un patrimoine : l'État détient des bâtiments, des terrains, des actions, des œuvres d'art... Or, ce patrimoine est supérieur à la dette, si bien que le patrimoine net (la différence entre le patrimoine et la dette) était de 735 milliards fin 2023. La dette ne s'est pas créée par de l'argent jeté par les fenêtres, elle a servi à financer des investissements publics dont bénéficieront les générations futures. Ce que les gouvernements vont léguer aux générations futures en revanche, c'est une dette écologique dramatique dont ils ne se sont guère souciés.

D'où vient la dette ?

La dette publique a été creusée par l'accumulation de budgets déficitaires. Depuis 1974, les déficits publics sont systématiques, avec des pics lors de la

La dette a surtout été creusée par les baisses d'impôts et de cotisations sociales.

crise financière de 2008 et celle du Covid. **Notre dépendance aux marchés financiers a accentué le phénomène, puisque nous nous sommes condamnés à verser des intérêts à nos prêteurs sans avoir de maîtrise des taux d'intérêt.**

Mais si on regarde la situation depuis 2017, on constate que la dette a surtout été creusée par les baisses d'impôts et de cotisations sociales : l'État s'est privé volontairement de recettes.

Ainsi, entre 2017 et 2024, les recettes publiques sont passées de 54,3 % du PIB à 51,4% selon l'INSEE.

Depuis 2017 la dette publique a été creusée par les baisses d'impôts dont ont bénéficié les plus riches et les grandes entreprises. Attac a montré dans son rapport «La dette de l'injustice fiscale»¹ que depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, les baisses d'impôts et de prélèvements représentent au moins 308 milliards d'euros de manque à gagner pour les finances publiques, dont **207 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises**. Les plus riches ont profité du remplacement de l'ISF en IFI qui ne taxe que le patrimoine immobilier et du prélèvement forfaitaire unique, ou flat tax, qui taxe les revenus financiers au

1. <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/rapport-la-dette-de-l-injustice-fiscale>

taux proportionnel de 30% et non plus selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu. Quatre rapports du comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital ont montré que ces deux réformes n'ont eu aucun effet sur l'investissement et l'emploi (pas de ruissellement) mais ont aggravé les inégalités en faveur des très riches. Les 20% des ménages les plus aisés ont capté 45% des gains liés à la suppression de la taxe d'habitation. Quant aux grandes entreprises, elles ont été les grandes gagnantes de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25% et de celles des impôts de production, tandis qu'un rapport du Sénat a montré que **les aides publiques aux entreprises sont devenues le premier budget de l'État (211 milliards) et sont versées sans condition, ni contrôle, ni transparence.**

Quelles solutions face aux besoins de financements du pays ?

Il est inacceptable de demander des efforts à l'ensemble de la population alors que les ultra-riches se sont considérablement enrichis depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron et qu'ils échappent à l'impôt. De plus, non seulement il ne faut pas réduire les dépenses publiques, mais il faut trouver de nouvelles sources de financement pour l'école, la santé, le logement, la bifurcation écologique...

Au lieu de faire payer toute la population, il faut mettre fin aux privilèges fiscaux des ultra-riches. C'est ce que permettrait la taxe Zucman, qui rapporterait entre 15 et 25 milliards d'euros et viendrait corriger une anomalie : **il est injustifiable que les 0,1% les plus riches payent proportionnellement moins d'impôts que le reste de la population.**

Il est également possible de récupérer de 17 à 19 milliards en remettant en cause les niches climaticides et en procédant à

une revue des niches les plus coûteuses et injustes², comme le pacte Dutreil, qui permet des économies d'impôts considérables aux ultra-riches transmettant une holding familiale et contribue à la reconstitution d'une société de rentiers.

À elles-seules, ces deux mesures rapportent déjà les 40 milliards que le gouvernement dit chercher. Il faut cependant aller plus loin en réorientant profondément la politique fiscale à l'œuvre depuis 2017. Il faut non seulement rétablir un Impôt de Solidarité sur la Fortune, mais le rénové pour en élargir l'assiette et supprimer les "trous dans la raquette" de l'ancien ISF, ce qui pourrait rapporter 10 milliards par an. Il est également indispensable de rétablir la progressivité de l'imposition des revenus financiers en supprimant la flat tax, ce qui rapporterait 9 milliards selon l'OFCE.

Par ailleurs, nous ne pouvons plus tolérer que 40% des profits réalisés par les multinationales soient délocalisés artificiellement dans des paradis fiscaux, ce qui mine considérablement les recettes de l'impôt sur les sociétés. La taxation unitaire mettrait fin à ce problème et permettrait de récupérer les 18 milliards qui échappent chaque année au fisc.

Enfin, il faut réduire les aides publiques versées aux grandes entreprises et les conditionner : préservation de l'emploi, critères écologiques, absence de filiales dans des paradis fiscaux...

● Raphaël Pradeau

Économiste
Porte-parole d'Attac

2. <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/note-qui-veut-gagner-des-milliards-en-finir-avec-les-niches-fiscales-injustes>



©Ceriseslacooperative

Pourquoi un tel écart entre les entreprises et les particuliers ?

Les taux d'impôt sur les sociétés n'ont cessé de diminuer au fil des gouvernements, pour atteindre aujourd'hui 25 % pour les petites et moyennes entreprises (les grandes entreprises quant à elles, payent beaucoup moins en bénéficiant de nombreuses exonérations, en déportant dans les paradis fiscaux les bénéfices réalisés en France. Conséquence, une imposition moins importante et qui n'apporte rien au budget de la France. C'est clairement du pillage organisé sur le dos des travailleuses et travailleurs de notre territoire).

● CGT Finances publiques

UN IMPÔT JUSTE ET DÉMOCRATIQUE EST POSSIBLE !

Depuis la présentation des grandes lignes du futur budget 2026 par l'ancien premier ministre François Bayrou le 15 juillet, la question de la justice fiscale est au cœur des revendications du mouvement social actuel. Jamais la question de l'impôt n'a été autant présent dans le débat citoyen et c'est tant mieux. S'interroger sur l'impôt, c'est se demander à quoi il sert, pour qui et comment nous décidons et contrôlons ? C'est, en un mot, s'interroger sur la société que nous voulons et que nous portons.

L'injustice fiscale, même si elle n'est pas nouvelle, est aujourd'hui au centre du mécontentement social. Dans le mouvement en cours, la « taxation des riches » est devenu la revendication centrale mais force est de constater que les enjeux autour de l'impôt dépassent la seule redistribution des richesses. En effet, réfléchir à la taxation des revenus, du capital, du patrimoine ou encore de l'héritage et de l'ensemble des prélèvements sociaux c'est aussi réfléchir à la place que nous voulons pour la solidarité, la justice sociale et environnementale. C'est donc réfléchir à l'intérêt général. Pour ce faire, **l'impôt est un des outils pour la démocratie mais à condition que celui-ci soit connu, accepté, discuté et pourquoi pas gérée collectivement.** Pour que l'impôt soit juste et démocratique, la première urgence est qu'il soit consenti. Or, le consentement à l'impôt s'érode années après années. Comment pourrait-il en être autrement quand les milliardaires payent deux fois moins d'impôts que la majorité des salarié.es ? Comment pourrait-il en être autrement quand la majorité de la population ne sait plus à quoi servent leurs impôts au vu de la dégradation des services publics et des injustices sociales grandissantes ? Comment pourrait-il en être autrement quand les politiques de gauche comme de droite n'ont de cesse de dénigrer l'impôt qui serait désormais considéré comme une punition ?

Le consentement est la première étape pour la justice fiscale. Pour y parvenir **l'impôt doit respecter évidemment les principes d'égalité et de justice**

Tendre vers une gestion collective de l'impôt.

mais son utilisation doit être totalement transparente et refléter des choix collectifs. La fiscalité doit également être compréhensible et accessible à toutes et tous.

La transparence est essentielle ; pour cela les données fiscales et l'utilisation des fonds publics doivent être accessibles à toutes et tous pour pouvoir évaluer et débattre de l'efficacité, de l'équité et des finalités de l'impôt. Cela permettrait de renforcer le consentement en montrant que le rôle de l'impôt sert l'intérêt général. Cela permettrait également que la population ne subisse pas l'impôt mais participe à son élaboration et son contrôle.

Mais nous pourrions aller plus loin que le renforcement du consentement, pour tendre vers une gestion collective de l'impôt. Pour cela, la mise en place d'un système fiscal réellement participatif où les citoyens et citoyennes, le mouvement social soient réellement consultés et impliqués est primordial comme c'est par exemple le cas pour les budgets participatifs dans un certain nombre de collectivités territoriales où les habitant.es s'approprient les choix budgétaires.

L'impôt est le reflet de nos choix collectifs. A travers lui, c'est la place que nous voulons donner à la solidarité, à la justice sociale, à la bifurcation écologique qui est discuté. Il ne doit pas rester un sujet d'expertes et d'experts. **Le temps de s'approprier toutes et tous l'impôt est venu !** C'est aussi l'enjeu de la mobilisation en cours qui exige un budget de justice fiscale, sociale et environnementale.

● **Sandra Demarcq**
Secrétaire générale de Solidaires Finances Publiques.



© Ceriseslacooperative

Les riches ne le sont pas devenus par leur travail, mais le plus souvent en capitalisant sur le travail des autres et/ou par héritage, bénéficiant de multiples exonérations ou abattements.

Les transmissions d'entreprises effectuées par donation ou succession bénéficient d'une exonération de 75 % (« pacte Dutreil »), y compris sur des biens non professionnels !

Les très riches, qui bénéficient de très gros revenus de capitaux, échappent presque totalement à l'impôt sur le revenu en montant des sociétés fictives (trusts) tolérées de fait par les autorités !

● **CGT Finances publiques**

OPPOSER LA LUTTE DES CLASSES À LA LUTTE DES PLACES

Débuté par la chute d'un gouvernement et en confrontation direct avec le suivant, le mouvement septembriste fait surgir à nouveau la vieille question du rapport des mouvements sociaux au politique mais aussi la question liée de l'auto-organisation comme garantie d'autonomie.

Le mouvement en cours porte une particularité : il a amené la chute du gouvernement par la seule annonce de son déclenchement. Et il met d'ores et déjà sous pression le suivant avant même qu'il ne soit nommé. À ces constats, s'ajoute la question du débat budgétaire qui a mis le feu aux poudres. Cette addition met la politique, au sens de la politique politicienne, de ses petits arrangements et ses luttes des places au centre du jeu. Pourtant, si la question du budget est éminemment politique, le vrai moteur de la colère est bien plus large. Il y a une aspiration à vivre mieux et une large conscience de l'inégalité croissante dans la répartition des richesses. Alors que la part des salarié-es payé-es au SMIC a atteint un pic historique de 17,3 % en 2023, les plus grandes fortunes ont elles triplé leur patrimoine sous Macron. À cette colère sociale s'ajoute le déni de démocratie dont le sentiment croît au fur et à mesure qu'Emmanuel Macron s'obstine à nommer des premiers ministres issus d'un bloc central battu à plate couture lors de toutes les dernières élections. Ce déni de démocratie fût déjà fortement ressenti en 2023 lorsque nous fut imposée une réforme des retraites jamais votée faute de majorité à l'Assemblée nationale et largement rejetée dans la population qui s'est mobilisée de manière historique.

Éviter le piège du tête à tête avec le gouvernement

Ce qui se joue aujourd'hui c'est donc la capacité du mouvement social à sortir d'un affrontement entre l'intersyndicale et le gouvernement autour de mesures du PLF et du PLFSS. Si celles-ci revêtent bien sûr de vrais enjeux politiques avec des conséquences concrètes sur la vie de l'immense majorité des habitant-es, il nous faut dépasser ce cadre restreint pour l'élargir à la question du projet de société. Cela implique de ne pas laisser de côté le patronat. Si celui-ci se mobilise, ce n'est pas un hasard. Les patrons ont une conscience de classe et savent s'organiser pour défendre leurs intérêts. Mais la question n'est pas uniquement de les taxer plus et mieux. Si cela ne sert qu'à réduire le déficit et rembourser un peu plus de dette, ce serait plus juste que de faire reposer les efforts sur les plus précaires mais ne constituerait pas une amélioration de la vie des gens.

Il nous faut plus d'Assemblées générales

Pour développer des revendications politiques autonomes mais surtout garantir l'auto-organisation du mouvement et sa capacité à engager les indispensables grèves reconductibles, il faut des assemblées générales. Le mouvement *Bloquons tout* a engagé la constitution de comités de base dans les localités. Ils sont utiles et à faire perdurer. Mais ils ne doivent pas



dispenser d'organiser des assemblées générales professionnelles dans lesquelles les grévistes peuvent discuter tant des revendications que des moyens d'action.

Dans cette période inédite, nous sommes en position de force et pouvons obtenir des victoires. Mais les écueils restent nombreux, à commencer par la crainte d'une partie du mouvement social de se mêler de trop près de politique. Au contraire, faisons de la politique. Mais faisons là par en bas : pas seulement sous le contrôle des travailleurs et travailleuses mais avec les travailleuses et travailleurs.

● Aurélien Boudon

Secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires

C'EST À NOUS DE FAIRE LE BUDGET !

A l'heure où les patrons s'affolent et menacent de faire sécession s'ils doivent payer plus d'impôts, ou plus de cotisations, il n'est pas inutile de leur rappeler que si leurs boîtes peuvent fonctionner c'est parce que des salarié-e-s ont été formé-e-s, qu'ielles peuvent être soigné-e-s s'ielles sont malades, que des salarié-e-s peuvent être transporté-e-s quand leur lieu de travail est loin de leur lieu d'habitation, que la recherche fondamentale existe pour développer les recherches appliquées... Pas de services publics développés, pas d'entreprises viables. Or depuis plusieurs années, le service public d'éducation (comme le service public de santé) est au bord de l'asphyxie.



© Cerisielac.cooperative

Il y a une sorte de rituel ou de rythme habituel des mobilisations dans les établissements scolaires malgré des tentatives de plusieurs fédérations syndicales de mobiliser au moment du vote du budget ces dernières années. C'est quand arrivent les dotations pour la rentrée suivante au cours du 1^{er} trimestre de l'année que les personnels prennent la mesure des dégâts : classes surchargées, heures supplémentaires à gogo dans les collèges ou les lycées, fermeture de classes dans les écoles.

Les mobilisations locales se développent, on argumente pour essayer de grappiller dans les moyens mis de côté par les DSDEN, à la marge. Sauf que de marges, il y en a de moins en moins.

Et de trouver insupportable l'idée de faire encore 44 milliards d'économie sur le dos des services publics et des plus précaires. Avec le mouvement qui se développe, ses temps forts du 10 et du 18 septembre, du 2 octobre, et ses suites, ce qui se joue, c'est le fait de considérer ou pas qu'il n'y a plus de marge et que c'est donc l'édifice dans son ensemble qu'il faut remettre en cause.

Et voici que fument les idées pour augmenter les recettes du budget.

Taxer les riches devient le slogan le plus populaire de la rentrée. Imposer la taxe Zucman (90 % d'opinion favorable selon un récent sondage). Mobiliser une partie des 270 milliards de subventions aux entreprises (en particulier celles qui versent des dividendes à leurs actionnaires) pour le service public d'éducation. Pour rappel le budget de l'Éducation Nationale est de 87 milliards d'euros en 2025. L'augmenter de 10 % c'est prendre 8,7 Milliards sur les 270 milliards... Et 10 % de dotation en plus dans mon collège, c'est l'équivalent de l'ouverture de 3 classes.

C'est le moment d'inverser le processus.

D'un pot commun insuffisant pour répondre aux besoins, et où chacun tente de tirer la couverture à soi, il s'agit de partir des besoins pour définir l'enveloppe nécessaire. Dans chaque école, chaque

Partir des besoins pour définir l'enveloppe nécessaire.

collège, chaque lycée, établissons la liste : nombre de classes, nombre d'heures, nombre de postes nécessaires, faisons remonter à l'échelle des départements, des régions et à l'échelle nationale, établissons les besoins.

Tous les ans, mon syndicat essaie de faire cette évaluation en organisant une sorte de maillage du territoire avec les militant-es pour avoir une idée des besoins par établissement. Mais ce processus devrait être pris en charge par l'ensemble des personnels, devrait être rendu visible dans chaque établissement, avant de regrouper et d'établir les besoins à une échelle plus grande.

En AG Bloquons tout 35, un intervenant fait valider le principe de démocratie directe comme revendication à porter dans les tracts du mouvement.

Sophie Binet le 18 septembre : « C'est la rue qui doit écrire le budget ». Chiche. Au boulot.

● Sylvie Larue

GRATUITÉ

Quand on parle de gratuité les gardiens du libéralisme réagissent : qui paie ?

C'est que dans ce monde mercantilisé, c'est toujours l'argent qui devrait décider.

Inversons l'équation en posant plutôt la question : quel est le besoin et ensuite comment le satisfaire ?

C'est ce qu'on fait les créateurs de la sécurité sociale pour la santé, les retraites, la famille etc. Les besoins définis, ils ont mis en place une logique de financement cohérente en créant des cotisations prélevées sur la valeur ajoutée par le travail des assurés et gérées par leurs représentants.

On peut s'inspirer de cette démarche par exemple pour instaurer la gratuité des transports du quotidien.

Pour produire les biens et services nécessaires pour faire société, les travailleurs doivent pouvoir aller à leur travail. **C'est incontournable et, ce faisant, ce ne sont pas les travailleurs qui sont les bénéficiaires des transports mais bien tout le processus de production.**

Il est donc logique que leurs coûts de transport soient intégrés dans les coûts de production des biens et services qu'ils produisent et donc finan-

cés par la valeur ajoutée par leur travail dans l'entreprise.

Une cotisation transport pourrait être créée dont le produit serait géré, à différents niveaux, par les représentants des salariés et des usagers en partenariat avec les collectivités locales et éventuellement d'autres partenaires.

Des partenariats à étudier car les transports ne servent pas seulement à aller travailler, ils contribuent à la construction de l'être social, ils participent de l'aménagement du territoire dont ils dépendent également (distance logements/travail, écologie...) etc.

Et ce principe de gratuité peut se concevoir dans bien d'autres domaines, des initiatives comme la sécurité sociale alimentaire se développent déjà...

La gratuité donne du pouvoir d'achat aux usagers, facilite la vie. **Mais, au-delà, sa mise en œuvre peut ouvrir la voie à une approche radicalement différente de la politique par la création, à différents niveaux de territorialité, d'espaces de gestion autogestionnaire et partenariale contribuant à l'émergence d'un écosystème politique émancipateur du pouvoir des actionnaires et de l'État centralisateur.**

● Alain Lacombe



LA SÉCURITÉ SOCIALE, UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

Le Tour de France pour la Santé est un espace unitaire créé en 2023 dans l'après COVID. Il réunit des syndicats, des associations, des organisations féministes, d'usagers/ères, des mutuelles, des collectifs ou comités locaux, et des forces politiques, du local au national, partageant le constat d'une crise profonde touchant tous les secteurs de la santé, du médico-social et du social, et la nécessité d'une large mobilisation citoyenne dans notre pays autour du droit à la santé dans toutes ses dimensions, physique, psychique et sociale. Plus de soixante-dix organisations y participent actuellement à des degrés divers et se sont engagées dans une démarche citoyenne.

Ces organisations réfléchissent et travaillent ensemble avec pour objectifs de porter des propositions élaborées en commun, de dénoncer les attaques, les budgets insuffisants, les privatisations et la financiarisation qui remettent en cause le droit à la santé pour tous et toutes. Et de contribuer à mobiliser l'ensemble de la population sur ces questions.

A l'opposé des discours de la droite et de l'extrême droite sur la fin de notre modèle social, une soixantaine d'entre elles ont signé un texte, fruit de plusieurs mois de réflexions et d'échanges, écrit en commun : « **Notre Sécurité Sociale, c'est le choix de la Solidarité, gérée par les assurés/es sociaux, les citoyens/nes et usagers/es** ».

Pour elles, il s'agit bien là d'un choix de société, celui d'une société fraternelle, protectrice de tous. /tes mais aussi émancipatrice. Elles

réaffirment le principe fondamental « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ». Elles portent la nécessité de développer de nouveaux droits adaptés à l'évolution de la société mais aussi aux enjeux de notre siècle : vieillissement de la population, explosion des pathologies chroniques et environnementales, dégradation de la santé mentale, conséquences du changement climatique et des pratiques néfastes pour la santé de l'industrie agro-alimentaire, aggravation des inégalités sociales et territoriales de santé... **Elles défendent une démocratisation de la gestion de la Sécurité Sociale et du système de santé dans son ensemble, ce qui passe entre autres par un retour à des élections aux caisses de la Sécurité Sociale.** Elles proposent une Sécurité Sociale solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100% les soins de santé prescrits et la perte d'autonomie, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'État, sans aucune condition ni discrimination, sans aucun reste à charge, gérée démocratiquement.

Elles réaffirment la primauté de la cotisation sociale, salaire socialisé pour financer la Sécurité Sociale, et incitent à poursuivre le débat sur les pistes de financement de la Sécurité Sociale qu'elles ont pointées. En lien avec le nécessaire remodelage en profondeur de notre système de santé. Toutes choses au cœur du mouvement social le 2 octobre partout en France avec l'intersyndicale, le 4 à Paris pour la défense de la sécurité sociale et le 9 devant le ministère de la santé pour la sécu, l'hôpital public et l'accès aux soins pour tous.tes.

● Française Nay

*Les différents textes du TFDS seront disponibles sur [Tour de France pour la santé - Carte des événements](#) onglet à propos.

La cotisation ce n'est pas l'impôt !

La justice fiscale est au cœur des mobilisations de la rentrée, notamment avec l'exigence de taxer les ultra-riches avec la taxe Zucman. Face à cette exigence grandissante les tenants du libéralisme comme l'extrême droite mettent en avant la baisse de l'imposition qui serait par nature confiscatoire. Et entretiennent depuis plusieurs décennies la confusion entre impôts et cotisations ! Une confusion entretenue par le transfert des ressources de la cotisation vers l'imposition, par exemple par la CSG, ou vers le capital par la retraite par capitalisation ou les assurances privées.

Or la cotisation n'est pas de l'impôt mais du salaire, un salaire socialisé (et non différé) pour satisfaire un besoin collectif. C'est ce principe qui a été au cœur de la création de la Sécurité Sociale.

Et c'est un principe qui s'appuie sur la répartition de la seule valeur créée, celle créée par le travail humain, et qui entérine la conflictualité entre le capital et le travail sur la répartition de la valeur ajoutée ! L'impôt lui ne s'articule pas sur cette conflictualité mais sur les revenus des ménages, revenus du travail ou du capital. Ce qui n'empêche pas que son taux comme son assiette fasse l'objet de conflits que l'on pourrait qualifier de classe.

La baisse des cotisations dites sociales n'est donc ni plus ni moins que la baisse des salaires, baisse nécessaire pour rémunérer le capital à l'heure de la baisse de la productivité et des taux de profit.

Une autre caractéristique originelle et originale de la Sécurité Sociale était sa gestion par les représentants des salariés. Ainsi confondre impôts et cotisations permet aussi d'ignorer que la gestion des ressources de la cotisation pourraient être l'affaire de citoyens et non de l'État.

Confondre impôts et cotisations c'est aussi confondre « dépenses publiques » et socialisation de la réponse aux besoins que nous décidons fondamentaux. D'autres besoins humains fondamentaux, comme l'alimentation ou le logement, pourraient être satisfaits par la cotisation et gérés par les citoyens.

Alors rappelons que la cotisation c'est du salaire et pas de l'impôt !

● Olivier Frachon



LES CONQUIS LIÉS À LA NAISSANCE EN 1946 DU RÉGIME GÉNÉRAL CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE DE 1945

L'actualisation des conquis¹ liés à la naissance en 1946 du régime général est au cœur d'une dynamique communiste de sortie du capitalisme.

Le premier conquis est la gestion partielle du régime par des travailleurs élus entre 1947 et 1967. Certes, contre la CGT proposant un régime sans État ni patrons lors du débat d'août 45 sur le devenir de la sécurité sociale mise en place par l'appareil d'État et le patronat depuis la fin du 19^{ème} siècle², les ordonnances d'octobre confient aux patrons le quart des sièges dans les conseils de caisses et laissent à l'État les importants pouvoirs de définition des taux de cotisation et des prestations. Mais, là où il n'y avait que des patrons, des assureurs, du paritarisme et de l'appareil d'État, nous assistons à une incontestable irruption citoyenne (avec comme administrateurs majoritaires des caisses des travailleurs élus tous les 5 ans) dans un dispositif non hiérarchique (la caisse nationale n'a pas de pouvoir sur les caisses locales, dont les directions sont élues pour les conseils dont, jusqu'aux décrets gaulliens de mai 1960, les pouvoirs sont généraux alors que les directions ont un pouvoir limité).

Le second conquis est la massive socialisation interprofessionnelle du salaire à l'échelle nationale. Certes,

1. Je reprends le terme attribué à Ambroise Croizat

2. Prendre la mesure de l'enjeu de 1946 suppose, bien sûr, d'en finir avec le catéchisme de « la naissance de la sécu en 1945 » qui a pour résultat, sinon pour objet, d'invisibiliser ce qui se joue en 1946.

le régime « général » ne l'est pas totalement et ne remplace donc pas la totalité du mille-feuilles patronal et assurantiel de la sécu de branche, d'entreprise, territoriale ou interprofessionnelle construite entre 1880 et 1940. Mais nous assistons à un double mouvement d'augmentation et d'unification des taux de cotisation qui tendent à ne plus relever d'une logique d'entreprise ou de branche. Pour prendre le seul exemple des allocations familiales, cœur de la sécu en 1945, les taux allaient de 4 à 17% du salaire brut d'une entreprise à l'autre. En 1948, le taux est unique et aligné sur le haut : 16%. Quant au taux de cotisation global, stabilisé à 33% dans les années 1950, il culminera à 53% au début des années 1980. A cette date, près de la moitié du salaire total est ainsi socialisé selon des taux interprofessionnels uniques pour la santé, la retraite, la famille, le chômage. Le salaire se libère ainsi de la logique d'entreprise.

Le troisième conquis est l'affirmation du salaire comme attribut de la personne et non pas du contrat de travail.

Les allocations familiales, sur-salaire suspendu à la présence sur son poste de travail, deviennent un salaire des parents (pour deux enfants, 225h par mois de l'OS de la métallurgie) dénoué de l'emploi. Les pensions changent également de nature : elles étaient le différé des cotisations (placées jusqu'en 1941, en répartition depuis cette date), elles deviennent la poursuite d'un salaire de référence (en 1946, celui des 10 dernières années, des dix meilleures en 1972) pour des retraités qui deviennent ainsi titulaires d'un salaire libéré de l'emploi. Le modèle qui inspire Croizat est celui de la fonction publique,

enfin inscrit dans la loi par Thorez : le salaire des fonctionnaires, attaché à leur personne car leur grade est une qualification liée à leur personne et pas à leur poste de travail, se poursuit dans la pension jusqu'à leur mort. Et ce salaire attaché à la personne est étendu aux salariés d'entreprises publiques comme EDF-GDF, la SNCF, la RATP. Dans la même logique, l'Unedic institue en 1958 un droit au salaire des chômeurs, faible au départ (33% du salaire brut) mais qui va aller croissant jusqu'en 1979 (57% du brut, soit 70% du net, porté à 100% pendant un an pour les licenciements économiques). Les années 1960 et 1970 vont aussi être celles de l'affirmation de la fonction publique hospitalière qui augmente la part des travailleurs dotés d'un salaire en tant que personnes.

C'est aussi dans la production de soins au cours de ces deux décennies que s'est construit **le quatrième acquis lié au régime général, à savoir l'usage partiel du salaire socialisé comme avance monétaire à la place du crédit**. Le crédit endette les travailleurs avant même qu'ils produisent la valeur, ce dont les soignants ont été à l'époque partiellement libérés du fait de la forte hausse du taux de cotisation qui a permis à l'assurance-maladie, richement dotée, de subventionner partiellement la construction des CHU, la transformation des hospices en hôpitaux, la création des maternités.

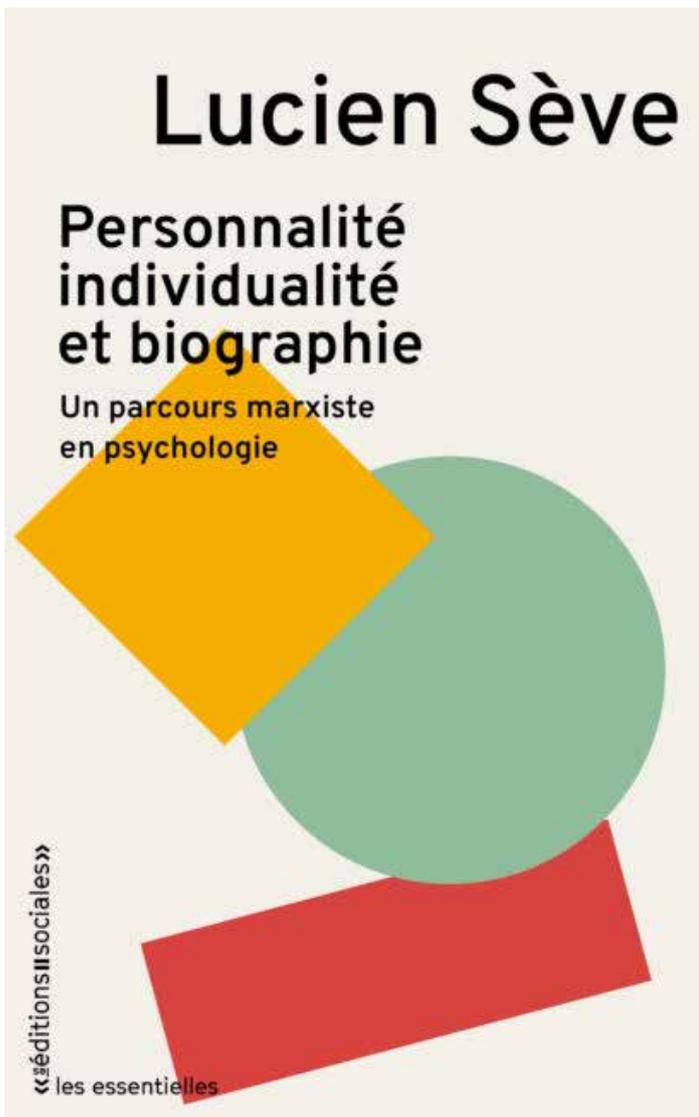
L'actualisation de ces acquis sera l'objet d'un prochain article.

● **Bernard Friot**
septembre 2025



LE « JE » ET LE « NOUS »

En janvier 2025, *Cerises* a consacré un [dossier](#) au rapport entre le « Je » et le « Nous ». Pour prolonger les réflexions de ce dossier, Makan Rafatdjou a lu « Lucien Sève : Personnalité, individualité et biographie. Un parcours marxiste en psychologie ».



Le projet éditorial de réunir autour d'une sixième édition du « Marxisme et théorie de la personnalité » (MTP) un ensemble de textes donnant à voir la formation et le développement des problématiques fondamentales de son approche singulière de l'œuvre marxienne jusqu'au livre resté inachevé de « Penser avec Marx ». Il a été initié dès 2015 par Lucien Sève lui-même et Richard Lagache. Il a été poursuivi après son décès en 2020 par une équipe éditoriale réunissant des compagnons de pensée et de combat et de jeunes universitaires travaillant son œuvre. **Le résultat est magistral** : 900 pages et 35 textes de nature et de longueur variées entourent de 1953 à 2015 le MTP (500 pages, paru en 1969), avec une introduction d'une grande concision et une postface dont la (re)lecture de l'apport de Lucien Sève constitue une invite pressante à déployer d'urgence tous les débats qu'il suscite. Je me restreints à évoquer deux concepts que Lucien Sève tenait comme fondamentaux pour quiconque s'intéresse aux entrelacs contradictoires des singularités biographiques dans une visée d'élucidation des enjeux de libération individuelle et d'émancipation collective. Mais aussi de quelques aspects qui me paraissent problématiques dans sa démarche obérant le champ des possibles que recèle son œuvre.

« L'homme c'est le monde de l'homme. » « L'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part. Dans sa réalité, c'est l'ensemble des rapports sociaux. » « L'histoire sociale des hommes n'est jamais que l'histoire de leur développement individuel. » « Les circonstances font autant les hommes que les hommes font les circonstances. » « Le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. » On pourrait multiplier les citations marxiennes, mais aussi d'autres apports déterminants comme « l'excentration sociale de l'essence humaine » (A. Leroi-Gourhan) qui ont conduit Lucien Sève à combattre à la fois la naturalisation de l'essence humaine confondant le biologique et

le biographique, et l'idéalisation métaphysique de l'humain générique par une approche matérialiste et dialectique : penser la manière dont le matériau biologique humain prend une forme singulière au travers de sa vie, ses activités et ses relations sociales par l'ensemble des rapports sociaux de production. Les *formes historiques d'individualité*, qui ne sont ni des formes historique *de l'individualité* et encore moins *de l'individu*, constituent pour lui une matrice sans cesse en transformation cumulative et toujours historiquement déterminée et traversée d'enjeux de classe, où pour s'hominiser et se constituer en sujet, les individus doivent puiser pour pouvoir faire advenir, à partir des aptitudes anthropo-génétiques partagées, de véritables capacités sociogénétiques en complexification croissante constituant le patrimoine commun de l'humanité (savoirs et savoir-faire, expériences et connaissances, arts et techniques, cultures et mœurs).

Mais on peut se demander si, « *la psychologie enchâssée dans l'économie* » (G. Politzer) que Lucien Sève ne cesse d'évoquer, ne réduit pas, malgré toutes ses précautions, le matérialisme à un économisme ? Ainsi, le concept *d'emploi du temps* que Lucien Sève tenait comme cardinal pour toute science biographique et l'ensemble des sciences humaines. Sa structuration est pensée à travers le prisme de l'ensemble des activités humaines, celles productrices de capacités nouvelles et celles utilisatrices des capacités acquises, surdéterminées par les *rapports de production*. Ce prisme minore toutes les sphères de la *reproduction des rapports sociaux* où pourtant se jouent par-delà l'exploitation de l'homme et de la nature, l'ensemble des dominations (idéologiques, genrées, racisées, de loisirs-consommation...). Est absente aussi la nécessité d'un *temps citoyen* propre, indispensable à une démocratie active comme condition de possibilité d'une maîtrise individuelle et collective durable de nos existences. Ou encore une confrontation avec d'autres approches comme la *théorie des moments* et la *critique de la vie quotidienne* de Henri Lefebvre.

On peut aussi s'interroger sur une certaine approche trop évolutionniste de l'histoire comme une suite d'étapes successives

indispensables à une *maturité* permettant enfin la sortie de notre préhistoire capitaliste. Approche remise en cause par les œuvres tardives de Marx lui-même bien conscient des dégâts industriels et à la recherche d'un possibilisme matérialiste. Cette approche comporte le risque d'un dessaisissement des individus et des collectifs par le finalisme téléologique d'une *fin inéluctable* qui ne cesse de tarder, et donc celui aussi d'obérer l'exploration urgente du champ des bifurcations possibles et devenues aujourd'hui nécessités vitales pour toutes les sociétés du local au planétaire.

La dimension anthropologique de l'œuvre marxienne que Lucien Sève a développé par bien des aspects de manière inaugurale est d'une immense portée heuristique, éthique et politique. Dans la visée d'une alternative au capitalisme qui était la sienne, elle reste à confronter à bien d'autres penseurs de la galaxie marxienne ou non, des anciens qu'il a souvent évités aux nouveaux qui éclosent. Et à prolonger et étendre aux apports d'autres champs des sciences sociales plutôt absents de son travail. Par exemple penser la spécificité irréductible de notre manière de faire monde, et notre responsabilité inouïe qu'induisent les dimensions qualitatives et quantitatives de nos impacts néfastes ou vertueux, à travers une approche matérialiste et dialectique des *rapports sociaux d'habiter*, source de *formes historiques de territorialité*.

Ou encore, comment penser des *rapports sociaux écologiques* pour comprendre ce que cohabiter et faire monde avec l'ensemble des vivants sur une planète aux ressources finies au travers des matrices historiques d'une nature enfin affranchie de mythifications anhistoriques ou animistes, ouvre comme possibilité d'une cosmopolitique entièrement à inventer.

● Makan Rafatdjou

* Introduction de Théo Favre-Rochex et Benoit Lépinat, post-face de Bernard Lahire, Éditions Sociales, 2025, 1400 p., 60 €

Boualem Sansal

2084
La fin du monde



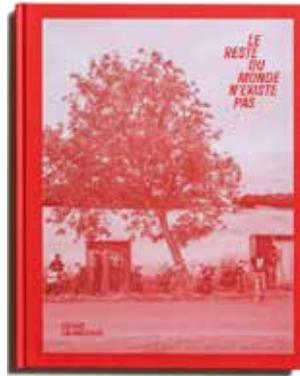
2084 La fin du monde

Boualem Sansal est actuellement condamné à 5 ans de prison en Algérie sans explication. *2084 La fin du monde* est en écho à *1984* de G. Orwell. L'auteur dénonce sans le nommer le régime algérien et les dictatures religieuses, en imaginant, un pays, l'Abistan, dominé par un système religieux autoritaire et ayant soumis toute sa population de croyants à la patience, la soumission et l'obéissance comme des moutons à l'abattoir. «Je m'érige contre un système dictatorial par mes écrits quand d'autres prennent les armes» et «le discours algérien légitime l'usage du terrorisme pour libérer son pays du colonialisme». L'Abistan est entre les mains de Abi, un chef religieux tout puissant que tous doivent aduler et d'une hiérarchie d'honorables qui tiennent la population dans l'ignorance, le secret, et la surveillance généralisée. Ati, son héros, sort du sanatorium où il était soigné, et au cours d'un long voyage de retour il se pose des questions sur le système.

Il rencontre Koa et tous 2 cherchent à percer le mystère de l'Abistan. Ils doivent pour cela déjouer d'infinies manipulations et Koa y perdra la vie. Ils découvrent le ghetto où des «renégats» mènent une vie de liberté sous l'égide de «démoc» puis la cité de Dieu où secret et délation sont à leur apogée ; mais aussi un certain Toz qui a pour projet le retour à une société passée démocratique et libérée et appuie Ati qui veut aller voir au-delà de la frontière : la démocratie.

● Bénédicte Goussault

2084 La fin du monde de Boualem Sansal, Éditions Gallimard – format poche, 9 €



Le reste du monde n'existe pas

A l'heure où l'édition et la vente d'albums de photographies -et de BD- se porte mal, on vend peu ; des librairies ferment. Voici 71 photographies de grande qualité. Beaucoup de portraits, d'une belle profondeur. Du noir et blanc comme on apprécie dans la photo. Où le regard et les lignes vous accrochent la vue.

L'auteur est ancré dans l'est charentais. Il y sent la ville de ce pays rural. Entre ouvriers et paysans, les temps de vies populaires saisies, même quand elles sont sollicitées. Les cousines ; le coup de main à la ferme....

Ces instants d'adolescence et de jeunesse sont d'une douce compagnie. Un retour tranquille.

Par « paquets », ces photographies sont légendées et datées. Comme des friandises délicatement proposées au gourmet (et à la gourmette). Dans une sobriété de fort bon aloi.

L'ouvrage se conclut par un entretien croisé de l'auteur avec deux sociologues. Un éclairage utile du propos et des images. Une mise en contexte dynamique.

Le jeune photographe Cédric Calandraud signe là un ouvrage qu'on appréciera en particulier dans nos étrennes de fin d'année ; et chaque fois que l'œil aura l'envie de se poser sur une morceau de société.

● Patrick Vassallo

Le reste du monde n'existe pas, Cédric Calandraud, Loco éditions, 2025, 150 p., 45€



Certificat de vie

Après le décès de **Patricia Latour, le 17 juin 2024, Francis Combes a réuni** les poèmes qu'il avait écrits pour elle au cours des dernières années, pendant son combat contre la maladie et aussi après sa disparition. *Certificat de vie* c'est Patricia et son *Journal de bord* c'est aussi le quotidien d'un amour qui se préoccupe du monde, de ses misères, de ses luttes, de ses victoires d'humanité.

Mais *Certificat de vie* c'est tout autant des poèmes intimes de ces dernières années, de ces derniers temps, que Francis avait écrit pour Patricia. Ce sont aussi des poèmes dressés contre la guerre. Parmi ces poèmes, on se régale- ra par exemple à lire l'Ode anti-Maréchal, nous voilà ! Mais j'aime tant le suivant...

« Ma guerrière »

Tu es depuis toujours une battante
Fille d'ouvrier d'Aubervilliers
Tu t'es battue pour tes études
Tu t'es battue pour tes enfants
Tu t'es battue pour la paix au Vietnam
Tu t'es battue pour Angela Davis
(...)
Tu t'es battue contre le cancer,
Tu t'es battue pour la paix
Tu t'es battue pour la vie
Mais jamais, non jamais je n'ai pensé
t'appeler « ma guerrière ».

● Catherine Destom

Certificat de vie, Francis Combes, Éditions Manifeste, 2025, 16 €



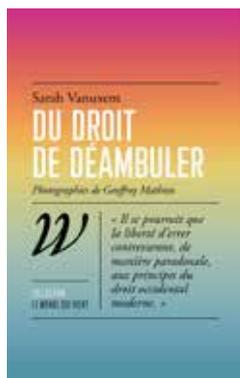
Soulèvements

Thomas Lacoste nous plonge au cœur du Mouvement des Soulèvements de la Terre en dressant 16 portraits de militantes et militants qui luttent contre l'accaparement des terres et de l'eau, les ravages industriels, la montée des totalitarismes. De l'intime, de la réflexion, de la passation aussi entre un père et son fils, Thomas Lacoste rend le militantisme des Soulèvements de la terre émouvant, désirable, et plein d'espoir tant la jeunesse y est présente. Désirable aussi parce qu'on sort des sentiers battus et qu'on recherche une efficacité que les vieilles organisations du mouvement ouvrier n'arrivent plus à construire. Mais si le rapport à la répression politique et la violence d'État transparait avec des montages photos et quelques vidéos, le documentaire nous laisse sur notre faim de ce point de vue. Dans la lutte de Notre Dame des Landes, le mouvement contre l'aéroport et son monde avait affronté une répression terrible. Né dans son prolongement, le mouvement des Soulèvements de la terre a été confronté à une violence rarement égalée à travers la lutte contre les méga-bassines à Sainte Soline.

Thomas Lacoste nous invite à ne pas laisser les jeunes se confronter seuls à cette violence d'état, à mettre des pare-feu entre celles et ceux qui s'impliquent dans ces luttes et l'État policier. Mais peut-être qu'il y a autre chose à faire, à savoir ouvrir partout des brèches de désobéissance civile et des lieux d'occupation pour renverser la table.

● Sylvie Larue

Soulèvements, Réalisé et écrit par Thomas Lacoste, Documentaire, 106 minutes, Production Sister Production et Co production La Bande Passante. En salle à partir du 12 février, actuellement en avant-première dans plusieurs salles.

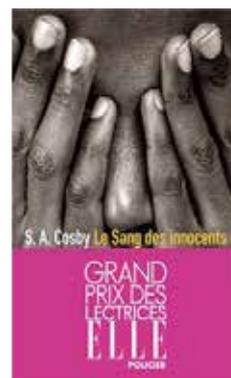


Du droit de déambuler

Immense enjeu d'une alternative au capitalisme : l'autrice continue sa déconstruction de certains fondements du droit moderne occidental par leur refondation écologique. Après la critique de la propriété comme pouvoir souverain d'un individu sur les choses par une convergence de certaines racines romaines et médiévales du droit et des perspectives écoféministes et indigènes enchâssant la propriété dans le commun, elle avait exploré comment le droit des servitudes autorise un droit à l'accès dès lors que la faculté partagée d'habitation des choses par l'ensemble des vivants l'emporte sur l'exclusivité de la propriété. Ici, elle déploie la puissance subversive d'un droit à déambuler, se promener, vagabonder, arpenter la terre, contre toutes les pratiques d'enclosures et logiques de fermetures physiques qui obèrent la continuité intrinsèques des espaces habités et le droit à la libre circulation. Elle articule une archéologie des usages et de lois allant en ce sens à diverses époques avec l'examen de certains enjeux contemporains, de la fragmentation des territoires comme obstacle aux mobilités douces, la divagation des animaux, le déplacement des végétaux et circulation des eaux, à l'exclusion des migrants par l'hermétisme des frontières. Son texte est conforté par un récit iconographique tout aussi démonstratif.

● Makan Rafatdjou

Sarah Vanuxem : *Du droit de déambuler*, Photographies de Geoffroy Mathieu, Wildproject, 2025, 225 p., 24 €



Le sang des innocents

Au moment où les suprémacistes blancs tentent de s'imposer chez les Yankees, ce roman policier a le mérite de pointer plusieurs sujets sensibles. Le racisme anti noir, dans le Sud des Etats-Unis, reste profondément ancré et pas que lors des bavures policières. Qu'un homme à peau noire revête l'étoile de shérif et voici que les chausse-trappes et autres vilénies entravent ses enquêtes. Notamment celle concernant une série de meurtres d'enfants. Un professeur respectable est-il le coupable ? Entre « travailleuses du sexe », deal et trafics, petites compromissions avec des puissants, Titus Crown arrivera-t-il à révéler la vérité des faits ? à éviter de passer pour un vendu dans sa propre communauté ? à sauver son couple ? sa famille ? A faire valoir la justice dans ce comté rural ?

Dans ce roman, toute une peinture de la vie quotidienne dans ce sud rural, raciste et opioïde est disséquée, illustrée. La religion, et ses servants, ont oublié ici de jouer les pacificateurs elle se comporte non pas en opium mais en diviseurs du peuple. Il n'est pas cher le sang des innocents, laissant gangrener le vivre ensemble, parader les lois des plus forts. Cet ouvrage se lit fort bien, sa trame nous mène avec beaucoup d'intérêts au bout de ses 400 pages. Ce sud-là est une affaire d'hommes. La domination a son prix fort. Comment tout cela finira-t-il ?

● Patrick Vassallo

Le sang des innocents, S.A. Cosby, Sonatine, 2024, 400 p., 9,90€ (poche), E-book 15,90€, broché 23€

UN LIEU SOURCE D'INSPIRATION

Dans le parc naturel de la haute Vallée de Chevreuse à quelques encâblures de Rambouillet et des Vaux de Cernay trône majestueusement au fond d'un vallon dans la vallée de la Rémarde, dans un parc de 6 hectares, un moulin construit au XII^{ème} siècle puis réaménagé et transformé au XVIII et XIX^{ème} siècle. Nous parlons du moulin de Villeneuve à Saint-Arnoult-en-Yvelines. C'est dans ce cadre bucolique et viride qu'Aragon et Elsa Triolet ont acquis en 1951, racheté aux familles Cartier-Bresson et Moussinac, ce moulin pour en faire leur seconde demeure. Elsa s'investit beaucoup dans l'aménagement du Moulin en dessinant le plan du parc et des appartements. Elle en fait de longues descriptions à sa sœur Lili Brik en ces termes « *Nous avons fauché le chemin jusqu'au fond où des bouleaux font comme un mur autour d'une sorte de salle ronde, nous y avons mis une table et des bancs. Nous avons jeté ça et là des ponteaux. Pour transformer cette forêt vierge en parc il faudrait plusieurs personnes et une fortune fabuleuse ! Aussi vais-je me promener avec une faucille à la main et avec des gants pour me protéger des brûlures d'orties. Tout cela nous distrait beaucoup. Aragocha travaille dans le jardin comme un forçat, comme un forcené au lieu de prendre du repos, il est éreinté, mais, par moments, heureux.* »

Le couple accueille régulièrement dans leur seconde maison des amis comme Picasso, Neruda, Fernand Léger. Ils sont émerveillés par le salon où coule encore la cascade du Moulin et que l'on peut visiter aujourd'hui¹, émerveillés par l'immense bibliothèque. En 1966, Agnès Varda viendra filmer le couple pour réaliser un court métrage documentaire « *Elsa la Rose* ».

Ce lieu est aussi pour le couple une source d'inspiration « *Le cheval roux* » pour Elsa, « *La semaine sainte* » et « *la mise à mort* » pour Aragon.

Fait exceptionnel, le couple a obtenu une sépulture à l'intérieur du parc. Après la mort d'Elsa, Aragon a donné en legs à la nation française cet ensemble qui est devenu un lieu de recherche, de mémoire et de soutien à la création artistique.

La Maison Elsa Triolet - Aragon est constituée en association parmi lesquels Edmonde Charles-Roux, fondatrice et présidente jusqu'à son décès en 2016. Erik Orsenna est élu président en février 2016. Elle est aujourd'hui administrée par Guillaume Roubaud-Quashie. Dans ce cadre magnifique chaque année sont organisées des expositions d'art contemporain.

Nous pouvons lire sur la tombe ces vers d'Elsa : « *Quand côte à côte nous serons enfin des gisants, l'alliance de nos livres nous réunira pour le meilleur et pour le pire dans cet avenir qui était notre rêve et notre souci majeur, à toi et à moi. La mort aidant, on aurait peut-être essayé, et réussi à nous séparer plus sûrement que la guerre de notre vivant, les morts sont sans défense. Alors nos livres croisés viendront, noir sur blanc la main dans la main s'opposer à ce qu'on nous arrache l'un à l'autre.* »

● Daniel Rome

1. <https://www.maison-triolet-aragon.com/>



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>

